

Questions orales

la demande et voir, parce qu'il y a des mécanismes et des procédures à l'intérieur des comités. Si cela respecte cette demande et si c'est la volonté, monsieur le Président, bien sûr que l'on va collaborer avec le comité, comme nous l'avons toujours fait dans le passé.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai demandé hier au ministre de l'Emploi ce qu'il comptait faire pour sauver les milliers d'emplois dans l'industrie des pâtes et papiers. Il m'a répondu, ainsi qu'à la Chambre, que les intéressés pourraient utiliser les prestations d'assurance-chômage auxquelles ils ont droit.

Nous avons une meilleure idée. Les députés de ce côté-ci de la Chambre veulent sauver tous les emplois dans l'industrie papetière.

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Va-t-il donner instruction à tous ses ministres et à toutes les sociétés d'État canadiennes de n'utiliser que l'excellent papier fabriqué au Canada? Il s'ensuivrait immédiatement une situation de plein emploi, et toutes les usines qui produisent de l'excellent papier au Canada fonctionneraient à pleine capacité. Le vice-premier ministre aurait-il l'obligeance de donner cette directive dès aujourd'hui?

• (1440)

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge): Monsieur le Président, je dois admettre que comme gouvernement, nous sommes très préoccupés par la situation qui prévaut actuellement au niveau de la création d'emplois dans le secteur des pâtes et papiers.

Nous étudions donc des mécanismes pour pouvoir répondre à tous les besoins qui sont spécifiques et différents d'une entreprise à l'autre et nous mettons, bien sûr, à la disposition du travailleur qui a été mis à pied, tous nos programmes à l'intérieur de notre stratégie d'emploi. Nous essayons, à court terme, de pouvoir satisfaire les besoins financiers, culturels et économiques de chacun des travailleurs et travailleuses.

[Traduction]

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser.

Je remercie la ministre de sa réponse. Cependant, ce n'est pas la stratégie d'emploi à laquelle nous pensions. Nous voulons essayer de maintenir les emplois que ces travailleurs occupent actuellement.

Si le vice-premier ministre donnait une directive en ce sens, les usines Island Mill de New Westminster, en Colombie-Britannique, et Provincial Papers de Thunder Bay recommenceraient immédiatement à produire à pleine capacité, mais surtout, monsieur le Président, nous serions dans une situation de plein emploi.

Nous savons que les Américains versent 7 p. 100 de plus aux usines américaines qui leur fournissent du papier. Nous ne le faisons pas et, à mon avis, cela infléchit l'Accord de libre-échange.

Nous savons que la qualité du papier produit au Canada est insurpassable. De plus, le prix de notre papier est très compétitif. Nous savons qu'il y a parfois des solutions simples au problème de l'emploi.

Je demande aujourd'hui au vice-premier ministre de donner à tous les ministres et sociétés d'État la directive de s'approvisionner en papier d'excellente qualité produit au Canada.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je remercie le député de sa suggestion.

Je vais considérer sa question comme une instance.

* * *

LES ACHATS AUX ÉTATS-UNIS

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre du Revenu national.

Le ministre sait que les achats outre-frontière ont coûté au Canada plus de 2,3 milliards de dollars en 1991. Il n'ignore pas non plus que l'un des grands attraits des États-Unis, pour les consommateurs canadiens, est l'absence à meilleur marché.

Le ministre doit annoncer aujourd'hui des mesures qu'il est disposé à prendre pour faire diminuer les achats outre-frontière. Ces mesures comprendront-elles une réduction de la taxe d'accise fédérale sur l'essence, de manière à éliminer cet avantage des États-Unis?

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, il ne serait guère juste que je dévoile dès maintenant une partie de ces mesures.